



didi18

Présente

# Anthony Hall

Réaction après son renvoi le 6 octobre 2016

Bonjour, je viens juste d'apprendre que je suis suspendu sans salaire. Je dois quitter le campus où j'ai travaillé pendant 26 ans. J'ai un cours ce soir, je ne pourrais pas le donner, je ne peux pas retourner sur le campus. Il n'y a pas eu de procédure officielle quelle qu'elle soit. Il devait y avoir une réunion...

J'ai dû aller voir mon avocat hier... J'ai enfin un avocat. Je me trouve ici dans la salle des professeurs de la faculté. Et c'est la panique ou... la gravité de cette situation... est tragique, parce que les universités devraient être des endroits où la liberté prévaut, afin d'exprimer, de questionner, les idées, TOUTES les idées. C'est ce que j'ai fait durant 26 ans, en classe. Avec succès. Je suis un professeur titulaire. Je suis venu ici comme professeur d'études autochtones. Aujourd'hui, j'enseigne les études libérales et la mondialisation.

J'ai développé cette idée d'études de la mondialisation et j'ai publié deux œuvres majeures. "Earth into property" est le volume 2 ; "The American Empire and the Fourth World" est le volume 1. Tout mon héritage profond et ma tradition de l'écriture... j'ai contribué à beaucoup de choses, rien de tout cela ne semble compter aux yeux du B'nai B'rith -qui a fondamentalement pris le contrôle de l'administration de mon université- je suis désolé pour le président Mike Mahon, qui est soumis à une forte pression de la part de ce puissant lobby.

La ligue antidiffamation, le B'nai et B'rith, cette organisation mondiale -ils ont 27 bureaux rien qu'aux États-Unis- ils ont un budget de 100 millions de dollars, d'après ce que l'on en sait, et ces attaques, essentiellement contre les critiques d'Israël, et contre ceux qui questionnent et font état de la violation des droits de l'homme, qu'il y a un génocide en cours au Moyen-Orient... Ces gens sont attaqués, comme Joy Karega à l'université d'Oberlin, Ohio (USA) ou William I. Robinson qui a fait l'objet d'une "*chasse aux sorcières*" de la part de ce puissant lobby, à l'université de Californie à Santa Barbara (USA). La liste est trop longue... "*Campus Watch*", David Horowitz, Daniel Pipes...

C'est un lobby très organisé qui veut principalement détruire la base structurelle de discussions libres et ouvertes du débat, tout comme l'enseignement et l'élaboration des programmes et la publication sur tous les sujets, y compris les relations entre les Israéliens et les Palestiniens.

Et bien sûr pour moi, l'importance de pouvoir parler du 11 septembre et des preuves du 11 septembre, et des disparités entre le discours officiel sur le 11/09 qui sont sorties le jour-même [des attentats] lesquelles n'ont pas été traitées, les preuves ne soutiennent pas le discours officiel. 15 ans après, nous disposons de beaucoup de documentations et d'observations sur le sujet, et dans notre bulletin hebdomadaire "False Flag" que j'écris avec le Dr Kevin Barrett, nous abordons ces questions.

J'ai découvert, il y a dix minutes, qu'ils sont en train de préparer un accord dans la faculté, l'association de la faculté de l'université de Lethbridge, et personne n'a jamais rien vu de tel jusqu'à ce jour.

Je suis le professeur Tony Hall de l'université de Lethbridge, et voici mon campus, je suis à Lethbridge en Alberta (Canada) qui se trouve à 65 km de la frontière du Montana (USA) et il s'agit d'un précédent, pas seulement pour moi, mais pour les établissements universitaires, pour les établissements d'enseignement supérieur, qui sont en train de subir une attaque dans le but de faire suivre à ces établissements un ordre du jour politique bien précis et

malheureusement le président de mon université, le Dr Mike Mahon a pris ces décisions et a signé ma lettre de suspension sans revenu que je viens de voir il y a quelques minutes.

Cela devient un lieu de contestations importantes et j'espère que vous ferez connaître votre opinion auprès de cette administration, en particulier auprès de l'association de la faculté dont le président est Andrea Amelinckx et au président de l'administration de l'université le Dr Mike Mahon, leur disant que cette situation doit être abordée, qu'on ne peut pas permettre que ce type d'agression grave qui porte atteinte à la liberté académique sur le discours civil.

Il faut que les universités continuent d'être des lieux où l'on peut tout questionner où les débats sont libres et ouverts sur TOUTES les sujets, en particulier les questions les plus controversées et délicates de notre époque qui touchent nos politiques publiques, nos interactions mondiales et nos relations les uns avec les autres.

C'est une défaillance grave dans ce que nous tenions pour acquis, le droit à la liberté que nous tenions pour acquis, nous est maintenant retiré, la titularité n'existe plus, il y a une loi en Alberta qui, apparemment, habilite le président Mahon à prendre ces mesures. Je n'en ai jamais entendu parler. La disparition de cette institution de titularisation qui servait à protéger les enseignants supérieurs, ceux qui passent par les processus rigoureux de promotion de titularisation et d'examen collégial, afin de recevoir ce titre d'enseignant titulaire tout cela vient apparemment de tout simplement disparaître dans cette ère de *"guerre mondiale contre le terrorisme"*.